

Vers un traitement égalitaire des prestataires de soins !?

La FLLAM a été amenée à constater à plusieurs reprises que le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale a souligné avec insistance lors d'interventions médiatiques (Presse télévisuelle, Presse écrite, Newsletter « Insight SantéSécu »), que « **le principe de l'adaptation automatique à l'indice du coût de la vie des tarifs des prestataires de santé reste intouché** » malgré le gel des lettre-clés des prestataires de soins pour 2011 et 2012 tel que prévu au projet de réforme de l'assurance maladie.

Que cela signifie-t-il ?

- Pendant la période de gel tarifaire, les **prestataires de soins ne pourront donc pas négocier avec la CNS une revalorisation** de leurs tarifs (selon la méthode décrite dans l'article 67 du Code de la Sécurité Sociale)
- Par contre, **selon l'évolution de l'indice du coût de la vie, l'adaptation des tarifs des prestataires de soins aura bien lieu** (selon l'article 66 du Code de la Sécurité Sociale)

Or les **membres de la FLLAM sont les seuls prestataires de soins à ne pas être concernés** par cette annonce du Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale.

En effet, à côté de la problématique de la baisse tarifaire, les membres de la FLLAM sont confrontés à **l'absence d'adaptation de leurs tarifs en fonction de l'évolution de leurs charges** (salaires, loyers, achats) qui suivent l'évolution intrinsèque de l'indice du coût de la vie. L'adaptation des tarifs des membres de la FLLAM n'est pas reprise dans l'article 66 du Code de la Sécurité Sociale mais cette adaptation est soumise à une **négociation avec la CNS** ayant échoué en date du 23 septembre 2010 et pour laquelle une **procédure de médiation est en cours**.

Si le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale annonce que le principe de l'adaptation automatique des tarifs selon l'indice du coût de la vie n'est pas touché par le projet de réforme et dans le cadre d'une volonté déclarée d'un traitement égalitaire entre les prestataires de soins, la FLLAM s'attend à ce qu'un **amendement gouvernemental au projet de loi soit déposé** afin que les laboratoires privés puissent bénéficier du même traitement que les autres prestataires de soins.

De cette manière,

- les tarifs de tous les prestataires suivraient l'évolution de l'indice du coût de la vie au même titre que les charges (volonté du législateur dans le Code de la Sécurité Sociale)
- les règles de négociation avec la CNS seraient homogènes pour tous les prestataires de soins
- le gel des tarifs pour la période 2011 et 2012 concernerait tous les prestataires de manière égalitaire

Dr Jean-Luc Dourson

Président de la Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales (FLLAM)